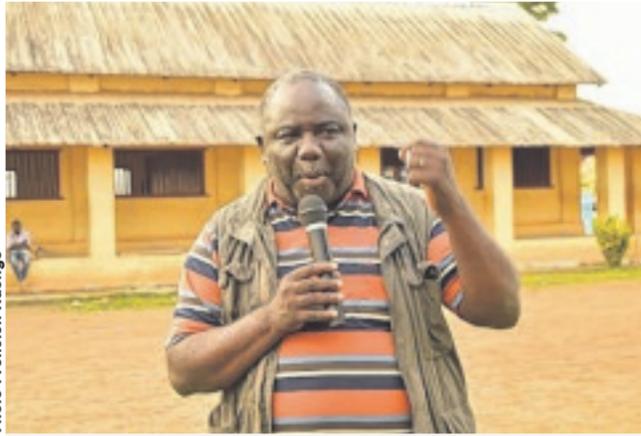


16 Provinces

Ngounié/Mouila/Vie des syndicats/Tournée provinciale de Dynamique unitaire

Les agents publics sensibilisés à la menace qui pèse sur leurs émoluments



Jean-Rémy Yama s'adressant...



... aux agents publics...



... de Mouila.

FN

Mouila/Gabon

A la suite des localités de Mbigou, Lébamba, Ndené et Fougamou, la caravane de la confédération syndicale Dynamique unitaire (DU), conduite par son président Jean-Rémy Yama, a tenu dernièrement, à l'esplanade de l'école publique Mouila "A", une assemblée générale avec les fonctionnaires, agents de la main-d'œuvre non permanente (MONP), ainsi que les retraités du chef-lieu de la Ngounié.

En toile de fond, sensibiliser et informer les agents publics de l'impérieuse nécessité de s'opposer systématiquement au projet d'ordonnance N°00000016/PR/2018

portant modification, suppression et complétant certaines dispositions de la loi 1/2005 du 4 février 2005 portant statut général des fonctionnaires, initié en son temps par le ministre de l'époque, Jean-Marie Ogandaga.

En effet, plantant le décor, Marcel Libama, Mme Yembi et Louis Patrick Mombo ont tour à tour présenté la situation "gravissime" et les dangers de cette mesure. Avant de fustiger l'attitude attentiste, de peur, d'immobilisme, de mutisme et de résignation dont font montre les agents publics dans la province de la Ngounié, en général, et singulièrement dans son chef-lieu, Mouila. « L'heure est grave, travailleurs ! Réveillez-vous ! Défendez vos droits, car un droit qui ne s'utilise pas disparaît ! Vous comprenez

que personne ne viendra le faire pour vous », ont-ils clamé en chœur.

C'est dans cet élan que Jean-Rémy Yama a dénoncé avec véhémence la tentative de modification de la loi querrelée qui, selon lui, menace dangereusement les carrières, le traitement des actifs et les retraités de l'administration publique. Une loi qui porte atteinte, a-t-il dit, à de nombreux acquis et met l'ensemble des travailleurs en péril. A cette allure, relève Yama, c'est la démission totale des travailleurs. « Le gouvernement surfe sur nos peurs. Est-ce qu'on est prêts à nous approprier notre pays, notre travail ? Unis nous sommes forts. Venez vous joindre à nous pour qu'ensemble nous puissions rétablir le droit ! »

Pour le leader syndical, en

ce qui concerne la retraite, par exemple, cette loi vise la non-prise en compte des services rendus et de la revalorisation de la retraite. Et pour les actifs, cette loi porte atteinte au paiement au trentième. Pour le gouvernement, c'est pour lutter contre l'absentéisme. Or, estime Yama, c'est pour diviser le salaire par 30, pour s'apparenter au paiement horaire. « L'objectif c'est de réduire les salaires des fonctionnaires et trouver des motifs, au lieu de régler la structure de l'agent public ». De plus, a-t-il poursuivi, l'enseignant qui ne travaille pas pendant les vacances, toujours dans l'esprit de cette loi, ne doit pas être payé.

ORDRE DE BATAILLE. Ledit projet prévoit « l'avancement au mérite en supprimant

l'avancement à l'ancienneté, bloquant ainsi vos carrières et voulant que l'agent public soit loyal à son chef, une espèce d'allégeance à ce dernier. Et ne soyons pas surpris si on prête serment », s'est indigné le patron de Dynamique unitaire.

Autres éléments contenus dans cette loi à problème, a-t-il indiqué, la non-législation des éléments de rémunération par les parlementaires. C'est-à-dire que le salaire des fonctionnaires ne dépendra plus de la loi, mais est désormais encadré par le président de la République. De même, contrairement à l'article 78 ancien qui dispose qu'après service fait, l'agent public a droit à une juste rémunération, la nouvelle proposition ne mentionne plus le terme « juste ».

Au regard de tous ces éléments, le leader syndical a attiré une fois de plus l'attention des uns et des autres sur la nécessité de se mettre en ordre de bataille. « Nous disons non à cette ordonnance ! Pour ce combat-là, a-t-on besoin de coloration politique ? Donnons un message clair au gouvernement que nous ne voulons pas de cette loi. Levons-nous, car celui qui ne sera pas avec nous est un sorcier », a-t-il conclu.

A l'issue de l'assemblée générale, un bureau provincial de la Ngounié a été mis en place. Il est présidé par Jérémie Zogobé. Mission lui a été donnée de faire large diffusion auprès des agents publics, ainsi que de la main-d'œuvre non permanente, de ces mesures, afin de mener des actions et autres mouvements de protestation.

Nyanga/Département de Mougoutsi/Tchibanga/Dans la perspective des législatives

Les Nynois de Port-Gentil favorables à la candidature de Karen Kassa Kassa



Karen Kassa Kassa, le chouchou...



... des Nynois de Port-Gentil.

SYM

Port-Gentil/Gabon

LES ressortissants de la commune de Tchibanga, particulièrement ceux du premier arrondissement, vivant à Port-Gentil, se sont mobilisés dernièrement dans la capitale économique pour susciter la

candidature de l'un des leurs, Karen Kassa Kassa. La popularité du jeune homme, acquise dans les années 90 à travers l'organisation d'activités ludiques, culturelles et sportives, aussi bien à Tchibanga qu'à Mayumba, au sud du Gabon, a été déterminante dans la spontanéité et l'unanimité autour du choix de sa personne.

Détenteur d'une licence professionnelle en management environnemental, spécialité QHSE, Kassa Kassa voudrait s'inscrire comme porte-voix de la jeunesse des neuf quartiers du premier arrondissement de la commune de Tchibanga. Il a donc saisi la perche tendue par ses frères pour les remercier du choix porté sur sa mo-

deste personne. Le choix de Karen Kassa Kassa, a indiqué le porte-parole de la plate-forme qui le soutient, Jean-Michel Mboumba Mboumba, obéit à plusieurs critères : "Notre frère que nous venons de mettre devant est un homme pondéré, compréhensif, dégagé de toute malveillance et d'esprit de médisance. Donc il a été choisi pour nous représen-

ter à l'Assemblée nationale. Nous avons longtemps fait confiance à nos grands, mais allez voir Tchibanga ! Vous n'aurez que vos yeux pour pleurer. La ville est indescriptible malgré les richesses dont regorge la Nyanga. Il a notre appui et celui de nos parents restés au village". Occasion aussi pour Jean-Michel Mboumba pour demander aux uns et aux

autres d'opérer désormais un retour aux sources pour ne pas perdre la touche nynoise. Un message qui n'est, semble-t-il, pas tombé dans l'oreille de sourd. Puisqu'ils étaient justement nombreux à effectuer le déplacement de Tchibanga, il y a quelques semaines, pour participer à l'opération de la révision de la liste électorale.